

Où va l'armée suisse ?

●●● **Dominique Juillard**, Arbaz (VS)

Divisionnaire (aD), ancien attaché de défense à Paris, président de l'Association de la « Revue militaire suisse »

En matière d'armée, les Confédérés hésitent entre un modèle de Suisse résolument tournée vers l'avenir, ouverte à l'Europe et prenant une part active dans le monde là où la paix est menacée, et le maintien de la Suisse traditionnelle, fidèle à son passé, construite et sauvegardée grâce à la stricte neutralité en matière de politique internationale et grâce à son peuple en armes sous la forme de milices fédéralistes. Mais la Suisse, comme tous les autres pays de la planète, vit dans un monde en profonde mutation (dans lequel en particulier les menaces et les risques sont de plus en plus non-militaires, non-étatiques et transfrontaliers). Cela a évidemment un impact majeur sur la sécurité du pays en général et de ses citoyens en particulier.

Il ne peut être question de brosse ici un tableau complet des répercussions sur la sécurité de la Suisse de l'évolution des menaces, de la mondialisation, de la globalisation, de la révolution informatique ou encore de la transformation radicale des relations internationales - remise en cause du rôle dominant de l'Etat-nation, apparition de nouveaux

acteurs supra- et transnationaux, transfert de la tâche régaliennne de l'emploi de la force vers des SMP (sociétés militaires privées).

Quatre exemples suffiront à illustrer combien la sécurité des Suisses est directement concernée par ce qui se passe hors de nos frontières : le flux de réfugiés kurdes ou afghans à nos frontières, certaines menaces terroristes ainsi que la hausse du prix du pétrole ont un lien étroit avec les conflits en Iraq et en Afghanistan ; les attaques des pirates au large des côtes somaliennes visent aussi la flotte de haute mer suisse et mettent en danger notre ravitaillement en biens de première nécessité ; le blocage par Postfinance du compte de Wikileaks a déclenché des attaques ciblées sur certains de nos systèmes informatiques vitaux ; les habitants de Genève et de Vaud vivent au quotidien les désagréments et l'insécurité provoqués par les hold-up et les vols commis par ce qu'on regroupe désormais sous le sigle OCT (organisations criminelles transfrontalières).

Comme le rappelle opportunément l'article 2 de notre Constitution, la tâche première de l'Etat est d'assurer la sécurité du pays et de ses citoyens.¹ L'Etat dispose pour accomplir cette tâche d'une « boîte à outils » : armée, police, garde frontière, protection civile, pompiers, service de secours. Ces outils

politique

« L'armée suisse est en crise - l'armée suisse implose ! » : voilà quelques titres que l'on a pu lire ou entendre dans les médias. Ce n'est pas tellement l'armée qui ne sait pas où elle va. Ce sont plutôt les citoyennes et les citoyens suisses, et plus particulièrement les politiques élus pour préparer l'avenir du pays dans un monde en perpétuel et rapide changement, qui peinent à avoir une vision globale commune - une stratégie - en matière de défense et de sécurité.

1 • Avant même de « favoriser le bien-être commun » car il n'y a pas de développement économique et social, et donc de bien-être, sans sécurité !

doivent en permanence être adaptés à l'évolution des risques et menaces, tout en cherchant à améliorer leur complémentarité et à profiter des synergies. Et c'est là que le bât blesse !

Divisions politiques

Le large consensus qui existait durant la guerre froide autour des questions de défense et de sécurité a volé en éclats et cède la place à une polarisation néfaste. Les partis politiques comme les citoyens sont aujourd'hui profondément divisés lorsqu'il s'agit de définir quels sont nos intérêts vitaux et quelle politique de défense et de sécurité nous voulons mener pour les défendre.

Lorsqu'il est question de réformer nos outils de sécurité, notre regard est embué par trois mythes : la neutralité, le système de milice et le fédéralisme. Il est vrai qu'il est difficile de se séparer de trois principes qui ont fait leurs preuves et qui nous ont garanti paix et prospérité durant plus de sept siècles. Mais en postulant, avant même d'avoir commencé le travail de réforme, qu'il ne sera pas touché à ces trois piliers (qui ont caractérisé non seulement notre système militaire, mais aussi la politique nationale, cantonale et communale et bien d'autres domaines de la vie publique suisse, comme par exemple les corps de sapeurs-pompiers), on se condamne à mener une politique de défense et de sécurité qui ne tient pas compte des réalités de notre nouvel environnement géopolitique et géostratégique.

Depuis la chute du mur de Berlin et l'éclatement de l'Union soviétique, la Suisse se trouve dans un environnement sécuritaire inédit, dans une situation qu'elle n'a jamais connue avant 1990. Pour la première fois depuis l'alliance des trois Waldstaetten en 1291,

la Confédération est entourée de voisins faisant tous partie de la même organisation politique et est intégrée dans le même système de sécurité intérieure (Schengen) qu'eux. En termes de géostratégie et de géopolitique, il n'existe plus de *Sonderfall Schweiz* : la Suisse est au cœur de l'Europe et la traditionnelle séparation entre sécurité intérieure (tâche prioritaire de la police) et sécurité extérieure (mission première de l'armée) s'estompe de plus en plus.

Cela, une partie de nos concitoyens et de nos politiciens ne le réalise pas encore pleinement (ou peine à l'admettre... ?). C'est pourquoi il y a à droite du spectre politique les défenseurs d'une Suisse nationaliste, autonome et indépendante, qui rêvent d'une Suisse qui, de fait, n'existe plus. Ils tiennent mordicus à l'armée de milice, autonome, fédéraliste et neutre, formée de gros bataillons, accrochée à la frontière et couvrant tout le territoire d'un dense réseau de zones de défense. Tout à gauche, il y a les doux rêveurs qui croient à la fin de l'Histoire, à un monde pacifique et qui prônent la suppression pure et simple de l'armée.² Ces deux extrêmes joignent souvent leurs forces dans des alliances contre-nature pour faire capoter tout projet de développement des forces de sécurité (comme ce fut le cas pour l'avion de transport ou l'emploi du DRA³ 10). Reste le centre, aux contours plutôt flous, cherchant le compromis, mais qui peine à trouver une plate-forme commune pour contrebalancer les pôles extrêmes.

2 • Comme l'exige le programme du Parti socialiste, adopté en octobre 2010.

3 • Détachement de reconnaissance de l'Armée, une unité d'élite professionnelle créée en 2007. (n.d.l.r.)

Il appartient donc au Conseil fédéral d'expliquer et au Parlement de confirmer de manière convaincante quels sont les intérêts de la Suisse, en quoi ils sont menacés et comment nous voulons les défendre. C'est sur cette base que sont formulées les missions de l'armée.

Un contrat opérationnel

Une fois celles-ci données, il est possible de définir ce que l'on appelle en jargon militaire le « contrat opérationnel » : pour faire face à une menace précise, quelles forces, de quelle nature, doivent être disponibles, dans quel délai, pour quelle durée. Le *Rapport sur l'Armée 2010* du 1^{er} octobre 2010 (en discussion aux Chambres)⁴ propose au ch. 5.2. ce qu'il appelle un « profil de prestations » : par exemple, est requis pour *l'aide en cas de catastrophe*, un minimum de 150 militaires aptes à intervenir au pied levé durant plusieurs semaines ; ou encore, pour *la sauvegarde de la souveraineté de l'espace aérien avec service de police aérienne renforcée*, l'armée doit pouvoir compter, dans un délai de 2 semaines, sur 3500 militaires, pour une durée maximum de 2 semaines.

Ce n'est que lorsque des planificateurs militaires ont en main ce contrat opérationnel qu'ils peuvent procéder à la réforme des forces, c'est-à-dire élaborer la doctrine d'emploi, définir les structures et l'organisation des armées, établir les besoins en armement et équipement et fixer la nature et la durée de l'instruction de base et de l'entraînement. Vouloir fixer l'effectif global de l'armée (la fourchette varie selon les sensibilités politiques de 20 000 à

180 000 hommes) ou le modèle de service (conscription, milice volontaire, armée professionnelle) avant d'avoir clairement défini ce qu'on attend de l'instrument « armée », comme le font certains « experts », c'est mettre la charrue avant les bœufs.

Mais ce n'est pas seulement le contexte géopolitique qui impose une réforme de notre système militaire, il y a un certain nombre de conditions-cadre qui ont profondément évolué et qui nécessitent des adaptations significatives. Trois facteurs sont particulièrement dimensionnant pour les planificateurs militaires : la démographie, la disponibilité des citoyens face à l'obligation de servir (qu'elle soit limitée objectivement par des facteurs économiques et socio-professionnels ou en raison de l'évolution des motivations personnelles des citoyens) et les finances.

La démographie d'abord. On connaît la ressource humaine disponible pour alimenter l'armée en 2030 puisque les soldats potentiels sont déjà nés. Or, avec la baisse de la natalité, on évalue que de 18 000 jeunes hommes recrutés annuellement en 2010, on passera à 16 300 en 2025. Il en manquera donc à cet horizon environ 25 % pour alimenter les formations. A l'évidence, il ne sera pas possible de maintenir longtemps le volume des forces actuel. Et il ne s'agit là que des hommes du rang. Pour des raisons liées à la globalisation et à l'évolution du climat social, il sera de plus en plus difficile de recruter les officiers et sous-officiers pour encadrer la troupe (il manque aujourd'hui déjà annuellement à peu près 25 % de candidats pour alimenter le nombre nécessaire de 1200 lieutenants). Ensuite, la question de la disponibilité du citoyen face à l'obligation de servir. D'une part, la suppression de l'examen

4 • Disponible sur www.vbs.admin.ch.

de conscience obligatoire a fait passer, en une année, l'effectif global des candidats au service civil de 1800 à 8500. Cela fait autant de soldats en moins. D'autre part, l'introduction du système de Bologne pour les études universitaires et le nombre croissant de cadres étrangers dans les grandes entreprises rendent presque impossible de mener de front des études et plus tard une carrière professionnelle et militaire. On atteint là les limites du système de milice. Enfin, les finances. Gambetta aurait dit que la politique est l'art du possible (et on ajoutera : du compromis). Cela est particulièrement vrai pour les finances publiques. Il appartient aux militaires de démontrer quels sont les moyens nécessaires pour remplir les missions reçues du politique et combien ils coûtent. Au politique ensuite de mettre en regard ces demandes avec les coûts des autres tâches de l'Etat et de procéder aux douloureux arbitrages. C'est d'ailleurs ce qui est fait dans le *Rapport sur l'armée* déjà mentionné. Sans entrer dans une guerre des chiffres, il apparaît un écart d'environ 1 milliard de francs entre les besoins chiffrés par le chef du DDPS (environ 5,4 milliards) et ce que le Parlement est prêt à allouer à la défense (environ 4,4 milliards). Les responsables de l'armée ont maintenant mission d'établir un catalogue des économies possibles, en mettant en regard ce que l'armée ne sera plus en mesure de faire. Parlant de réforme des forces armées, il faut encore avoir à l'esprit qu'il est impossible de construire une nouvelle armée sans partir de ce qui existe (armements, équipements, infrastructures, administration, organisation). Ce qui réduit singulièrement les options (surtout si on les considère sous l'angle des coûts).

Des choix cohérents

Le Conseil fédéral a tenté dans le *Rapport sur la politique de sécurité* de présenter une vision globale de notre politique en la matière. De même, il propose dans le *Rapport sur l'armée* une ébauche de contrat opérationnel. Mais comme souvent en politique suisse, ces rapports ne contiennent pas l'esquisse d'une stratégie globale cohérente, mais sont un compromis tendant à satisfaire des attentes aussi diverses que la renonciation pure et simple à toute force militaire et le retour à l'armée de masse de la guerre froide.

La parole est maintenant aux partis et à leurs élus nationaux. Les perspectives resteront vagues aussi longtemps que l'on ne s'entendra pas sur les options fondamentales : armée servant à la défense du territoire contre une attaque armée du pays ? armée servant à soutenir les autorités dans la protection des infrastructures vitales du pays et le maintien de l'ordre intérieur ? armée capable d'intervenir - en coopération avec d'autres armées - en dehors des frontières pour empêcher des conflits, garantir la stabilité et promouvoir la paix ? ou tout cela à la fois ? et dans quelles priorités ?

Il appartient aux Chambres fédérales de faire ces choix en définissant clairement ce qu'elles attendent de l'armée. Mais elles ont aussi le devoir de garantir la cohérence entre missions données à l'armée et ressources - humaines, financières - nécessaires pour pouvoir les remplir avec succès. Pour l'instant, on est loin du compte, mais il n'est jamais trop tard pour bien faire.

D. J.

Deux vagues

J'ai bien lu le n° 615 de choisir (mars), j'ai aimé Dietrich Bonhoeffer et Gladys Théodoloz, et le reste. Tout allait bien. Et puis au bout de quelques heures une envie m'est venue de mal me conduire et de mettre les pieds dans le plat. Je me suis vu dans une barque sur la mer de Tibériade avec vous tous, discutant des vertus et des défauts des conciles, de ceux des monseigneurs de la curie romaine, du diaconat, du sacerdoce refusé aux femmes, de l'immobilisme, de l'attentisme, du grégorianisme, que sais-je encore ? Et puis, tout d'un coup, j'ai aperçu deux vagues au loin qui venaient vers nous et j'ai pris peur.

C'est très bien de parler de la prêtrise des femmes. C'est même devenu une obsession, une tarte à la crème des journalistes des grands journaux européens, tout spécialement de ceux qu'on ne voit jamais à l'église. C'est porteur. Oh ! je précise que je souhaite cette évolution avec vous. J'ai rencontré d'excellentes femmes pasteures de l'Eglise nationale protestante. Il commence aussi à y avoir des femmes rabbins (libérales). Seulement cette évolution va prendre du temps, et c'est un peu la « faute » de Jésus parce qu'il a choisi douze disciples masculins et s'est « contenté » d'avoir d'excellentes amies femmes. Et pendant ce temps, nous ne donnons pas une image rayonnante d'entente parfaite dans notre Eglise. Une bande de « rouscailleurs », ce n'est pas une bonne publicité... Bon, les hommes sont comme ça, faut s'y faire !

Oui, mais j'ai vu deux grosses vagues pas si loin que ça. La première, vous la connaissez comme moi. En fait ce n'est pas une vague, c'est un grand creux. Le dimanche matin à la messe, on voit beaucoup de cheveux gris ou blancs et des Africains vieux et jeunes. Nos jeunes Blancs, ils vont à des concerts rock ou pop, agitant leurs bras comme pour un Alléluia. Ça devait être un peu comme ça sur la colline des Béatitudes. Alors je crois que plutôt que de se disputer sur le sacerdoce, il serait beaucoup plus efficace d'intensifier nos efforts sur la recher-

che de meilleurs moyens d'annoncer l'Evangile, de rendre plus chaleureux nos offices et plus prenants nos chants et nos homélies. Pas facile ! Et on n'est pas aidé par le terrible tsunami japonais. Lisez donc les réactions de lecteurs qui apostrophent Dieu pour sa non-intervention.

La deuxième vague est plus subtile. L'Abbé Guy Gilbert l'a compris depuis longtemps. Nous la devons aux musulmans immigrés - bien plus en France qu'en Suisse je crois. Quel vilain raciste je suis ! Rassurez-vous, bonnes gens, les musulmans non-intégristes n'ont rien fait de mal mais ce sont les anti-chrétiens embusqués derrière les immigrés qui ont patiemment, habilement, attendu le bon moment pour intensifier leur travail d'éradication des images du christianisme chez nous. Avez-vous besoin d'une preuve ? Prenez l'affaire de l'Agenda Europa 2011. Conçu par l'Union européenne, cet agenda, diffusé en septembre 2010 à plus de 3 millions de lycéens pour leur donner des informations utiles, contenait un calendrier qui rappelait les principales fêtes musulmanes, juives et hindoues... mais omettait simplement les fêtes chrétiennes ! Ou encore, la radio France-Culture a cessé de transmettre cette année en direct, le dimanche après-midi, les Conférences de Carême, brisant ainsi une tradition de plus de 50 ans. Oui, il y a des choses plus urgentes à faire que débattre du sacerdoce.

Vincent Chabaud
Genève

libres propos

Venez nombreux !

**Grande vente de livres
du CEDOFOR
samedi 28 mai, de 9h à 13h !**

18, rue Jacques-Dalphin
1227 Carouge-Genève

www.cedofor.ch